

Résumé

Plusieurs auteurs ont avancé que les universitaires jouent, depuis un demi-siècle, un rôle particulier dans le processus d'élaboration des politiques des démocraties libérales. Ceux-ci auraient ainsi l'obligation de contribuer à la vie publique en participant à l'élaboration des politiques et en s'assurant que les connaissances qu'ils développent, dans leur domaine respectif, servent le bien commun. Mais les universitaires ne seraient pas de simples consultants. Ils auraient la liberté de choisir les idées et les politiques qu'ils désirent contribuer à mettre en œuvre et donc d'en refuser d'autres qui sont, à leur avis, contraires au bien commun.

Or, cette autonomie, acquise grâce à la distance qui les sépare du monde politique et socio-économique, serait également, selon plusieurs, un facteur qui diminuerait leur influence directe dans le processus d'élaboration des politiques publiques.

Daniel Cohn examine ce rapport paradoxal qu'ont les universitaires avec le monde politique et soutient qu'ils disposent malgré tout de nombreuses occasions d'exercer une influence sur ce processus. Cette influence serait indirecte et obtenue en convainquant les détenteurs du pouvoir de défendre ou d'appliquer leurs idées. L'auteur examine d'où viennent ces occasions et comment les universitaires peuvent les multiplier. Il s'intéresse aussi aux moyens qui permettraient à l'État de tirer pleinement parti de leurs travaux.

Daniel Cohn explique que le lien décisif entre les grands décideurs des organismes publics (la « première communauté », selon le terme en usage dans le domaine de l'utilisation des connaissances) et le monde universitaire (la « deuxième communauté ») est assuré par les acteurs de la « troisième communauté ». Cette troisième communauté chevauche le monde universitaire et est omniprésente tant dans la sphère privée que publique. Ces acteurs utilisent le savoir et l'information pour produire des analyses utiles aux décideurs, analyses qui sont ensuite diffusées en vue d'influencer ou de conseiller ces décideurs. Les membres du personnel de recherche des ministères, des comités du Cabinet, des agences centrales et des groupes de travail font tous partie de cette troisième communauté, de même que ceux des commissions d'enquête, des audiences publiques et des conseils de recherche. Dans le secteur privé, la troisième communauté est représentée par les consultants, le personnel de recherche des partis politiques, les groupes d'intérêts de toutes sortes et les centres de recherche (ou « think-tank »). Selon l'auteur, les études montrent clairement que les universitaires qui diffusent leurs analyses auprès des conseillers politiques, par le biais des publications de la troisième communauté ou en jouant un rôle actif au sein de cette communauté, multiplient leurs chances d'influencer les politiques publiques.

L'un des principaux obstacles à la pleine participation des universitaires au processus d'élaboration de politiques et à la capacité des décideurs d'utiliser leur expertise réside, selon Cohn, dans l'importance que revêt la conjoncture aux yeux de la classe politique. Pour des universitaires formés à des méthodes scientifiques axées sur la quête d'une réponse idéale à un problème donné, la conjoncture revêt une importance relative. Mais pour les décideurs d'une démocratie libérale, aucune décision ne peut être prise sans tenir compte d'une conjoncture qui détermine à la fois l'opportunité, la nature et l'étendue de leur action politique.

L'auteur s'intéresse aussi aux activités dans lesquelles pourraient s'engager les universitaires pour susciter une réponse favorable à leurs recommandations de politiques. Il montre que ces derniers auraient avantage à s'impliquer à l'intérieur de coalitions dont les membres partagent les mêmes convictions et le même désir de collaborer. Cohn affirme que ces coalitions, qui réunissent des membres des trois communautés, jouent un rôle clé dans la réforme des politiques publiques au Canada. Finalement, il examine les conséquences négatives qui peuvent se manifester si les universitaires formulent des recommandations qui ne reçoivent pas l'appui de ces coalitions et qui sont inadaptées à la conjoncture.